



## Recueil de la jurisprudence

### Affaire C-670/11

#### **Etablissement national des produits de l'agriculture et de la mer (FranceAgriMer) contre Vinifrance SA**

[demande de décision préjudicielle, introduite par le Conseil d'État (France)]

«Protection des intérêts financiers de l'Union — Règlement (CE, Euratom) n° 2988/95 — Articles 4 et 5 — Sanction administrative — Mesure administrative — Règlement (CEE) n° 822/87 — Aides au stockage privé de moûts de raisins concentrés — Origine communautaire — Règlement (CEE) n° 1059/83 — Contrat de stockage à long terme — Article 2, paragraphe 2 — Article 17, paragraphe 1, sous b) — Diminution de l'aide en fonction de la gravité de l'infraction»

Sommaire – Arrêt de la Cour (quatrième chambre) du 13 décembre 2012

1. *Agriculture — Organisation commune des marchés — Vin — Aides au stockage privé de moûts de raisins — Incapacité d'établir l'origine communautaire des raisins en raison de l'inexistence du vendeur réputé de ceux-ci — Conséquence — Absence de droit aux aides*

*(Règlement du Conseil n° 822/87, tel que modifié par le règlement n° 2253/88, art. 32, § 2)*

2. *Ressources propres de l'Union européenne — Règlement relatif à la protection des intérêts financiers de l'Union — Irrégularité — Notion — Violation, par un producteur bénéficiaire d'aides au stockage privé de moûts de raisins, de l'obligation prévue par le règlement n° 822/87 tenant à l'origine communautaire de ces produits — Inclusion — Application d'une mesure administrative en l'absence de dispositions nationales ou de l'Union prévoyant une sanction*

*[Règlement de la Commission n° 1059/83, tel que modifié par le règlement n° 2646/1999, art. 17, § 1, b); règlements du Conseil n° 822/87, tel que modifié par le règlement n° 2253/88, et n° 2988/95, art. 1<sup>er</sup>, 4, § 1 et 5]*

1. S'agissant du régime d'aides au stockage privé de moûts de raisins institué par le règlement n° 822/87, portant organisation commune du marché viti-vinicole, tel que modifié par le règlement n° 2253/88, lorsque l'inexistence de la société réputée avoir vendu des moûts de raisins a pour conséquence que l'origine communautaire de ces derniers ne peut être établie, le producteur ayant acquis lesdits moûts de raisins auprès de cette société ne peut pas, en tout état de cause, bénéficier d'une aide au stockage en vertu du règlement n° 822/87.

En effet, seul le stockage de moûts de raisins d'origine communautaire peut faire l'objet de telles aides. Par ailleurs, conformément à l'article 32, paragraphe 2, de ce règlement, une telle aide est subordonnée à la conclusion par le producteur, avec un ou des organismes d'intervention, d'un ou de contrats de stockage dont la validité est une condition d'éligibilité auxdites aides.

(cf. points 28, 31, 51, 59, disp. 1)

2. Relève de la notion d'«irrégularité» au sens de l'article 1<sup>er</sup> du règlement n° 2988/85, relatif à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes, le non-respect de l'obligation tenant à l'origine communautaire des moûts de raisins dans le cadre du régime d'aides au stockage privé de ceux-ci institué par le règlement n° 822/87, portant organisation commune du marché viti-vinicole, tel que modifié par le règlement n° 2253/88. Un tel manquement constitue une violation de dispositions du droit de l'Union portant préjudice au budget de l'Union en créant une dépense indue. De plus, toute irrégularité, au sens de cet article, donne lieu à l'application de mesures et de sanctions administratives.

À cet égard, l'article 17, paragraphe 1, sous b), du règlement n° 1059/83, relatif aux contrats de stockage pour le vin de table, le moût de raisins, le moût de raisins concentré et le moût de raisins concentré rectifié, tel que modifié par le règlement n° 2646/1999, ne saurait constituer un fondement juridique aux fins de sanctionner une violation tenant à l'origine communautaire. En effet, cette disposition a vocation à s'appliquer à la poursuite d'irrégularités relatives aux conditions d'exécution du contrat de stockage et qui s'avèrent moins graves que celles visées au point a) de cet article 17, paragraphe 1. En revanche, l'article 17, paragraphe 1, sous b), dudit règlement ne saurait être appliqué pour sanctionner des vices graves affectant la validité même d'un contrat de stockage présenté à l'appui d'une demande d'aide au stockage, lesquels vices remettent directement en cause l'éligibilité du producteur aux aides au stockage.

Or, en l'absence de sanction prévue tant dans la réglementation sectorielle applicable que dans la réglementation nationale, une telle irrégularité ne saurait faire l'objet d'une «sanction» au sens de l'article 5 du règlement n° 2988/95.

Toutefois, dans des circonstances où les irrégularités constatées ont pour conséquence que les contrats de stockage sur la base desquels les aides au stockage avaient été versées ne pouvaient pas être considérés comme ayant été valablement conclus aux fins d'obtenir lesdites aides, les autorités nationales sont tenues d'appliquer une mesure administrative, au sens de l'article 4, paragraphe 1, premier tiret, du règlement n° 2988/95, consistant à exiger le remboursement de ces aides indûment perçues.

(cf. points 45, 52, 58, 62, 67, 72, disp. 2)